

Les subsides

[Français]

M. Malépart: Monsieur le Président, je comprends que le député me permette de parler de l'accord énergétique qui est défavorable pour les Québécois; c'est que le député dit: Il y a des taxes d'enlevées, mais ce ne sont pas des taxes d'enlevées chez les consommateurs, ce sont des taxes d'enlevées pour permettre aux multinationales les plus riches de faire encore plus d'argent. Son ministre nous a dit... Le ministre des Finances tantôt, la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M^{me} Carney) dont il est le secrétaire, personne peut nous assurer... Le ministre n'a pas voulu nous garantir que... Dans l'accord qui a été signé, aucune mesure de contrôle des prix a été instaurée. Même le député de Duvernay (M. Della Noce) qui est en arrière de vous, c'est un progressiste conservateur encore jusqu'à maintenant, lui-même le dit. Demandez à l'Association des détaillants du Québec, ils vont vous dire qu'ils ne sont pas d'accord, tant et aussi longtemps qu'il n'y aura pas un mécanisme pour s'assurer qu'il n'y aura pas de cartel et que le prix du pétrole ne sera pas haussé de façon défavorable pour l'ensemble des consommateurs.

[Traduction]

M. Taylor: Monsieur le Président, je n'arrête pas d'entendre les libéraux et les néo-démocrates dire que nous cédonns quelque chose. Ne se rendent-ils pas compte que cet argent appartient aux sociétés pétrolières? Elles l'ont bien gagné. Les libéraux leur en ont tellement enlevé qu'elles n'en avaient même plus à investir. Voilà pourquoi nous disons que la politique énergétique nationale nous a coûté des emplois. Les sociétés productrices ont gagné cet argent. Nous ne leur donnons rien du tout. Nous ne faisons qu'en percevoir un montant raisonnable en impôts au lieu de tout leur prendre et de leur refuser le moindre encouragement. Voyez ce qui est arrivé en Alberta faute d'encouragements. Voilà où nous différons des socialistes. Ils ne veulent pas donner d'encouragement. Ils pensent que tout le monde va travailler pour le bien de l'État. Ce n'est pas comme cela que les choses marchent. Les gens ont besoin d'encouragement. Ils ont besoin de faire des profits. Voilà pourquoi ils vont réinvestir cet argent parce qu'ils y voient la possibilité de faire encore plus d'argent. Ils ne vont pas se laisser voler par le gouvernement le moindre sou qu'ils gagnent.

● (1730)

Les sociétés pétrolières sont venues s'installer en Alberta au début des années quarante sans un centime de subvention gouvernementale. Elles y ont investi des millions de dollars et ont foré des dizaines, peut-être même des centaines de puits secs avant de frapper un gisement à Leduc. L'encouragement était là. Elles savaient qu'une fois qu'elles frapperaient un gisement elles réaliseraient un bénéfice et seraient autorisées à en garder la plus grande partie. Elles savaient qu'on ne leur confisquerait pas tout entier comme le préconisent les socialistes et les libéraux.

[Français]

M. Malépart: Monsieur le Président, je suis content de voir que le député dit: Le gouvernement n'a pas enlevé tout l'argent, doit donner des encouragements aux citoyens, mais la différence, moi, je suis d'accord sur cela, c'est que vous, vous voulez le donner aux multinationales, les plus riches, puis moi, je veux le donner aux citoyens à moyen et faible revenu. C'est cela que vous faites. C'est cela la différence. Puis je me rappelle de l'honorable député. Qu'est-ce que vous faites? Vous

êtes-vous levé pour protéger les 80,000 personnes qui subiront de la discrimination en ce qui a trait au projet de loi C-26? Je me rappelle que vous, le député qui vient de parler, lorsque vous étiez dans l'opposition, pour la politique des 6 et 5 p. 100, vous vous êtes opposé à ce qu'on apporte un amendement à cela relativement à ceux qui recevaient la pension de sécurité de la vieillesse, les plus hauts salariés... Qu'est-ce que vous avez fait? Ce que les libéraux faisaient, c'était de prendre l'argent des multinationales et le redistribuer à la population qui en avait le plus besoin.

M. le vice-président: L'honorable députée de Mercier (M^{me} Jacques) désire-t-elle poser une question ou faire un commentaire?

Mme Jacques: Monsieur le Président, j'aimerais signaler au député de Montréal-Sainte-Marie (M. Malépart) que la déclaration qui a été faite tantôt à savoir que j'étais toujours en vacances, que je n'étais pas dans ma circonscription, c'est faux, parce que je travaille dans ma circonscription et je suis à la Chambre également. Et j'aimerais reprendre un commentaire que le député de Montréal-Sainte-Marie a dit tantôt, que nous faisons des «parties» avec l'argent des contribuables. J'aimerais vous demander quelle preuve vous avez, parce qu'à ce jour, on n'en fait pas de «party» et de plus, vous avez été en «party» pendant 20 ans.

M. Malépart: Monsieur le Président, je la félicite pour sa deuxième intervention. La première avait été écrite par le Bureau du premier ministre, mais la deuxième, elle vient de la faire seule, puis je suis content que c'est moi au moins qui a réussi à l'animer et à faire lever les députés progressistes conservateurs. Mais la députée de Montréal-Mercier ne connaît sûrement pas la politique. Elle se demande quel «party». Le dernier «party», vous l'avez eu à Québec avec le Président des États-Unis, alors que le premier ministre du Canada (M. Mulroney) a agi comme maître de cérémonie.

Une voix: \$300,000!

M. Malépart: C'était réservé strictement aux conservateurs. Combien de votre circonscription... Vous avez le droit d'inviter quatre ou cinq personnes pour récompenser vos travailleurs d'élection. Le voyage qui a été organisé par le ministre des Affaires extérieures en Russie: c'est un autre gros «party». Puis une organisation de voyage pour récompenser seulement des députés conservateurs! Il a refusé qu'il y ait des députés de l'opposition qui soient présents. Tandis qu'il y en a eu un autre voyage organisé avec les gens des autres partis. C'est cela, monsieur le Président, puis les prochains «parties» vous allez voir, vous en avez eu un lorsque la Reine est venue, vous en avez eu un autre gros «party» ici à Noël, vous avez vu tous les sapins. Alors il y en a des tonnes.

M. Côté (Lac-Saint-Jean): Monsieur le Président, c'est difficile de répliquer, si vous voulez, à l'intervention du député de Montréal-Ville-Marie.

Une voix: Sainte-Marie!

M. Côté (Lac-Saint-Jean):... parce que vous savez, ce ne sont pas les discours qu'il fait à la Chambre, c'est un déluge de mots dans un désert d'idées. On aurait l'impression que c'est... l'expression anglaise... un «juke box» qui fonctionne. C'est toujours la même chanson, puis la même rengaine qui revient. Vous savez, tout à l'heure, il a dit: La population du